

Solidarité : la gauche et la crise : à Bienne, que pourra?

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1983)**

Heft 671

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024779>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DÉMOCRATIE

Kaiseraugst: pas de quoi pavoiser

La prise de position favorable à Kaiseraugst d'une forte majorité des conseillers aux Etats a provoqué le déferlement attendu de commentaires sur la fragilité de la démocratie helvétique (comment imposer une centrale à une région qui n'en veut pas?), sur les liens entre la croissance et la consommation d'énergie (pour sauver les emplois, le nucléaire est indispensable), etc., etc. Il faut rappeler pourtant que le feu vert du Conseil des Etats n'était qu'une étape (courue d'avance d'ailleurs) dans la procédure encore longue de décision avant la mise en activité éventuelle de la centrale: délibérations parle-

mentaires, examens de rapports annexes, votations populaires (initiatives fédérales et consultations cantonales), décisions sur le plan judiciaire (recours en vue au Tribunal fédéral) devront se succéder encore avant l'irréparable. Ce que l'on retiendra en revanche du pauvre «travail» des sénateurs, c'est qu'il n'a débouché sur aucun débat de fond et qu'il a laissé pour compte, curieusement, les points délicats que la propagande pronucléaire s'applique précisément à escamoter, telle la question de l'élimination des déchets radioactifs par exemple. A cet égard, c'est vrai, la semaine passée aura été de mauvais augure. Pour le reste, les promoteurs de Kaiseraugst ne sont pas plus avancés qu'avant; à peine auront-ils marqué quelques points en prévision de leur désengagement moyennant indemnités.

SOLIDARITÉ

La gauche et la crise: à Bienne, que pourra?

Le choix de Bienne avait valeur de symbole. Des socialistes s'y retrouvaient, samedi dernier, pour analyser, sur place en quelque sorte, les divers aspects de la récession et pour y préparer des propositions précises.

Est-il loin le temps où Bienne affichait en bande-roule son titre de «ville de l'avenir»? Cette confiance en soi, elle la traduisait dans son urbanisme mêlant au modernisme des constructions des rives du lac une restauration scrupuleuse de son centre, de sa place historique. Architecturalement, le Palais des congrès, ses grandes diagonales de béton, ses pans vitrés inclinés, a bien vieilli. Mais, pour y parler crise économique, vous pénétrez d'abord dans le luxe des espaces monumentaux du grand hall, qu'anime derrière une paroi de verre une piscine chauffée (en février) où dès huit heures du matin, des hydrothérapeutiques accomplissent

en petites brasses les traversées de bassin que, pour leur santé, ils s'imposent.

L'essentiel des discussions s'est déroulé dans des groupes réunis sur un thème précis. Pas question de dresser ici un catalogue qui ne peut être établi qu'une fois retombé et décanté le grand brassage (encore!) verbal.

Une chose pourtant impressionnait. Le désarroi des régions, réellement touchées, celles de toute la chaîne du Jura. Pas de lamentos geignards, ce n'est pas le genre des Jurassiens; ils ne baissent pas les bras. Mais ils sentent combien leurs efforts sont dérisoires en regard de ce que peuvent s'offrir les régions riches; mais ils découvrent que l'essentiel de la relance ira, par le jeu des subventions et de la force acquise, aux régions les plus favorisées.

Au hasard, quelques relevés!

La Chaux-de-Fonds. Nous allons développer encore la formation professionnelle. Mais nous avons appris que Genève dotait son école de mécanique d'un équipement de 30 millions. Jamais nous ne pourrons, même proportionnellement, offrir autant à nos jeunes. D'ailleurs, sur ces trente mil-

lions, la Confédération va en verser quelque dix millions, au titre des subventions pour la formation professionnelle. Donc, par automaticité, Genève touchera beaucoup plus qu'aucune aide, même spéciale, ne nous accordera jamais.

Jura Bernois. Un vaste programme d'aide au logement est prévu dans le cadre de la relance; c'est bien, mais ne fera qu'accentuer les concentrations urbaines existantes. Les CFF envisagent (avec trois ans de retard, dit, en s'en plaignant, un porte-parole des cheminots) la liaison rapide Olten-Zurich. Ça ne nous concerne pas.

La question fondamentale a de la sorte été posée: veut-on maintenir en Suisse un secteur industriel important, décentralisé?

Si oui, comment?

IMPÉRATIFS DE LA DÉCENTRALISATION

Indépendamment des problèmes d'innovation technologique, de diversification, d'investissements industriels, d'orientation de la recherche, etc., la décentralisation implique le maintien de la population dans la région même (prôner la mobilité, c'est prôner, sous un terme décent, la concentration). Comment, s'il n'y a plus de travail?

Comment les communes, avec des ressources moindres, seraient-elles en mesure de financer une qualité de la vie attractive? Ces deux questions sont, en fait, liées. Cela nous est apparu, à Bienne, évident. Nous souhaitons reprendre prochainement, et pour elle-même, cette question. Nous la résumerons ainsi: la solidarité confédérale ne devrait-elle pas encourager d'abord ce qui dans ces régions constitue la qualité de la vie (logement très bon marché, vie culturelle décentralisée, loisirs) afin que, avec une réduction de travail entraînant une réduction partielle des salaires, le pouvoir d'achat soit égal à celui d'un centre important où les salaires sont pleins et élevés?

Exemple «a contrario»: malgré la sécurité de l'emploi, les CFF sont incapables de recruter, à

Genève, un personnel suffisant et personne, travaillant ailleurs pour l'entreprise, ne veut spontanément y aller: vie trop chère, perte de temps en transports. On dira qu'il faut faire plus de social à Genève! Bien sûr. Mais si c'est avec aide fédérale: faut-il le faire à Genève ou à Courtelary?

A. G.

PARLEMENT

La crise d'abord, le Code civil ensuite

Il y a manifestement deux types de projets de loi: ceux dont le traitement ne souffre aucun retard, et ceux qui peuvent attendre. Comme la conjoncture oblige à mettre le «paquet Furgler» dans la première catégorie, le Conseil national va repousser à la session de juin (voire de septembre) la discussion sur la révision du Code civil (effets du mariage et régime matrimonial), qui aurait dû avoir lieu en mars prochain.

Voilà qui va encore prolonger la déjà longue carrière parlementaire de cet important projet: présenté aux Chambres par un «message» daté du 11 juillet 1979, il a été discuté au Conseil des Etats en mars 1981, et arrivera donc dans quelques mois seulement devant la Chambre du peuple. Suivra une procédure d'élimination des divergences, qui menace de durer, à son tour.

D'ici là, les deux présidents de commission auront changé: le sénateur Dillier, à la suite de son échec l'an dernier en Obwald, et le socialiste bâlois Andreas Gerwig, qui ne se représentera pas aux prochaines élections nationales.

Bref, tout ce qui faut pour accélérer le débat!

Et pour retarder encore la suite de la révision du code de la famille: car après le droit de filiation, le droit de l'adoption et le régime matrimonial, les experts attaqueront le chapitre du divorce, dont la révision peut dans ces conditions être attendue au mieux pour le début de la prochaine décennie.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Balade outre-Sarine

Donc, je revenais l'autre jour de Zurich, avec dans ma poche le *Dossier Cincera* et *Die Weisse Rose*, dont j'ai déjà parlé (DP 670) — tous deux acquis chez *Pinkus*, Froschaugasse, «vieux de la vieille», qui a participé à tous les combats contre le fascisme et ses avatars depuis l'époque de la guerre d'Espagne, depuis avant la guerre d'Espagne! Pour changer, j'ai décidé de renoncer à l'autoroute et de rentrer par Bremgarten, avec son pont couvert sur la Reuss, Lenzburg, etc.

Passant non loin de Villmergen, où résidait jadis Fritz Gygli... Paysan de son état, Gygli n'en fut pas moins champion suisse des échecs dans les années 40!

Ayant à disputer une finale de coupe contre Hans Johner, premier violon à la Tonhalle de Zurich... A moins que ce ne fut contre le docteur Staehelin, de Bâle, ou le professeur Naegeli, cardiologue bernois, ou encore Henry Grob, le seul Suisse à avoir obtenu le titre de grand-maître!

Ne s'émouvant pas pour autant. Venant chercher son adversaire à la gare de Villmergen ou à celle de Wohlen — c'était pendant la guerre — avec son char, tiré par son cheval et le ramenant à sa ferme.

Ayant probablement donné ses instructions à son domestique pour qu'il ait à «gouverner» tout seul — ou a-t-il interrompu la partie pour aller traire? — et à sa femme pour qu'elle ait soin de joindre un morceau de *Speck* aux röstis *mit Erbsli und Spinnatli*.

Jouant la partie, la gagnant ou la perdant, je ne sais plus. Gygli, belle trogne de vieux Suisse, vieux

paysan de chez nous, avec une courtoisie de gentilhomme campagnard. Solide, inébranlable, sans beaucoup de brillant peut-être, mais ne perdant pas la tête et se défendant pied à pied, et même, au tournoi de Zurich de 1934, contre le champion du monde, Alexandre Alekhine!

Passant entre les villages de Dintikon et de Dottikon...

Imaginant comme chaque fois la grande querelle des *Dintikoner* et des *Dottikoner* (comme il y a chez Ramuz la querelle entre les gens d'Audeyres et ceux de Randogne-d'En-Haut), née du fait qu'un *Dottikoner* se serait épris d'une *Dintikonerin*... Ou vice-versa!

Ou imaginant encore une de ces plaisanteries dont Dieu est coutumier (avec cet humour si particulier qui est le sien): le général de Gaulle naissant à Dintikon ou à Dottikon et prononçant un grand discours le soir du Premier Août: «*Dintikonerinnen! Dintikoner!*»...

Il est bien vrai que ça n'aurait pas eu la grandeur de: «Françaises! Français!» — mais plus de bonhomie, plus de «Gemüt» comme disent nos amis suisses allemands.

Poursuivant encore et reprenant enfin l'autoroute à Niederbipp, non loin d'Oberbipp; accordant une dernière pensée émue aux *Niederbipperinnen* et aux *Oberbipper*, avant de foncer en direction du Grauholz, à la périphérie de Berne, restoroute où il m'a été possible d'obtenir des *Kartöffli mit Wienerli* et de lire tranquillement quelques pages de *Rettet die Schweiz — Sauvez la Suisse - supprimez l'armée*, de Hans A. Pestalozzi, avec la collaboration notamment de Klara Obermüller, veuve de Diggelmann, et d'un vieil ami d'autrefois, Theo Ginzburg, lui aussi joueur d'échecs fort remarquable, et pour l'heure professeur au Polytechnicum fédéral de Zurich — paru au Zytglogge-Verlag de Berne.

J. C.